



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROCTER ET GAMBLE BLOIS

126 avenue de Vendôme
41000 Blois

Références : VAT-20250563

Code AIOT : 0010004219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement PROCTER ET GAMBLE BLOIS implanté 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER ET GAMBLE BLOIS
- 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'usine PROCTER ET GAMBLE de Blois est spécialisée dans la fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche pour le marché grand public.

Elle emploie environ 390 personnes, et se situe au Nord de la zone industrielle de Blois, à environ 1,5 km au Nord-Ouest du centre ville de Blois.

Elle relève du statut SEVESO Seuil Haut (utilisation de produits dangereux pour l'environnement aquatique).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Situation administrative - modification installation de combustion	Code de l'environnement du 13/11/2025, article R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
4	Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1	Sans objet
5	VLE - conditions de mesurages	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
6	VLE Installation de combustion -Jusqu'au 31/12/2024	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.l.a)	Sans objet
7	VLE installation de combustion	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 3.2.4.1	Sans objet
8	Vitesse d'éjection des gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.3.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.II	Sans objet
10	VLE Chaudières - au 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	Sans objet
11	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
12	Mesure périodique -	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 9.2.1.1	Sans objet
13	Mesure périodique - modalités de mesures	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	Sans objet
14	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet
15	Efficacité énergétique(op tionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;

- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW,

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'inspection a consulté le recueil daté du 3 novembre 2025 sans trouver les installations du présent site. Le jour de la visite l'exploitant a confirmé ne pas avoir renseigné le registre.

Pour rappel, le recueil de ces données se fait sur le site "démarches-simplifiées". Le lien vers la démarche et le suivant :

<https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

Constat : L'exploitant n'a pas déclaré ses installations de combustion dans le registre dédié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant décrit les appareils constituant l'installation de combustion. Détails en annexe confidentielle.</p> <p>Pas d'écart constaté sur le classement.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas porté à la connaissance du préfet les modifications de ses équipements. L'écart est repris dans le point suivant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative - modification installation de combustion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/11/2025, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, modification installation de combustion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'installation de combustion décrite dans les annexes confidentielles de l'APC du 10 février 2023 a été modifiée sans que ces modifications ne soient portées à la connaissance du préfet.</p> <p>Ce point a été soulevé pendant la CSS du 9 octobre 2025.</p> <p>Détails en annexe confidentielle.</p> <p>Constat: L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications de son installation de combustion avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Détails en annexe confidentielle.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : VLE - conditions de mesurages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, <u>de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</u>
Constats : Documents consultés rapports de mesure 2023 et 2025: Les concentrations et les débits sont exprimés dans les conditions normalisées (101,3 kPa, 273 K) symbolisées par « m ₀₃ » Concentrations exprimées sur gaz sec à 3 % de O ₂ Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE Installation de combustion -Jusqu'au 31/12/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes - P _{totale} > 5 MW>500h/an -Jusqu'au 31/12/2024
Prescription contrôlée : I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale <u>supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures</u> par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au <u>31 décembre 2024</u> ; [...]
Gaz naturel, P < 10 MW : NO _x (mg/Nm ³) 100 (2) (8) P > 10 MW : NO _x (mg/Nm ³) 100 (3) (6) (7) (13) Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm ³) (2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO _x : 150 (3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO _x : 150 (6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO _x : 225

- (7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NOx : 150
(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NOx : 225
(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120

6.3

VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

APC du 29 mai 2013 article 3.2.4.1

Les rejets des installations de combustion d'une puissance supérieure à 400kw, sont tenues de respecter les valeurs limite d'émissions suivantes:

poussières 5 mg/m³

NOx en NO₂ 150 mg/m³

SOx en SO₂ 35 mg/m³

Constats :

Vérification du respect des VLE par chaudière.
Détails en annexe confidentielle.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE installation de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 3.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE installation de combustion > 400kW

Prescription contrôlée :

Paramètres	chaudières conduit N°1 salle 66
Poussières	5 mg/Nm ³
NOX en equivalent NO ₂	150 mg/Nm ³ si P <10 MW
SOX en equivalent SO ₂	35 mg/Nm ³

Arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW

2.2. Valeurs indicatives d'émissions. Les résultats des mesures réalisées conformément au point 2.1 sont comparées par l'organisme de contrôle aux valeurs indicatives en oxydes d'azote [...] données dans le tableau ci-dessous.

combustible Gaz naturel => NOX en equivalent NO2 150 mg/Nm3
<p>Constats :</p> <p>Vérification du respect des VLE par chaudière. Détails en annexe confidentielle.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vitesse d'éjection des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] B. - Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à : - 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; [...]</p> <p>Arrêté préfectoral du 29 mai 2013 Conduit N°1-chaufferie magasin 2 - 5 m/s Conduit N°15/16/17-chaufferie salle 42 - 5 m/s</p>
<p>Constats :</p> <p>Rapport de mesures du 23/05/2023 - d'intervention du 09/05/23 au 10/05/23 Rapport de mesures du 12/11/2025 - d'intervention du 30/09/25 au 01/10/25</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Nouvelles – Ptotale>5MW - > 500 h/an
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et : [...] - nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>

<p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)</p> <p>Fioul domestique :</p> <p>P ≥ 5 :</p> <p>NO_x (mg/Nm³) 150</p> <p>CO (mg/Nm³) 100</p> <p>Gaz naturel :</p> <p>P ≥ 5 :</p> <p>NO_x (mg/Nm³) 100</p> <p>CO (mg/Nm³) 100</p> <p>6.3</p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>AMPG 03/08/2018 - A-VII</p> <p>[...]</p> <p>Toutefois, les dispositions des points 6.2.4 à 6.2.6 de l'annexe I du présent arrêté, applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (corps de chauffe + brûleur) ou d'extension de l'installation</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contrôles des émissions atmosphériques ont été réalisés en octobre 2025.</p> <p>Détails en annexe confidentielle</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : VLE Chaudières - au 01/01/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de <u>combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an</u> et :</p> <p>- de puissance thermique nominale <u>totale supérieure ou égale à 5 MW</u> <u>déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025</u> ; [...]</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)</p> <p>Fioul domestique :</p> <p>NO_x (mg/Nm³) 150 (3)</p>

<p>CO (mg/Nm3) 100</p> <p>Gaz naturel, Biométhane : $5 \leq P < 10$: NOx (mg/Nm3) 150 CO (mg/Nm3) 100</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm3) (3)Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NOx : 200</p> <p>6.3 VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>APC 29 mai 2013 Pour chaudière clayton n°2 - conduit 16 poussières 5 mg/m3 NOx en NO2 150 mg/m3 SOx en SO2 35 mg/m3</p> <p>Constats :</p> <p>Les contrôles des émissions atmosphériques ont été réalisés en octobre 2025. Détails en annexe confidentielle Pas d'écart constaté.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O2, SO2, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p> <p>[...]</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre</p>

n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des mesures sur l'ensemble des ces équipements en 2023 et 2025.

Selon le rapport de mesures du 12/1/2025, l'inspection a vérifié l'agrément de l'organisme en charge des mesures sur les bases de l'Arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

- 1a prélèvement sur support (1 a) des poussières dans une veine gazeuse
- 1b quantification (1 b) des poussières dans une veine gazeuse (pour le laboratoire d'analyse)
- 10a prélèvement sur support (10 a) du dioxyde de soufre (SO2)
- 11 mesurage in situ des oxydes d'azote (NOx)
- 12 mesurage in situ du monoxyde de carbone (CO)
- 13 mesurage in situ de l'oxygène (O2)
- 14 mesurage in situ de la vitesse et du débit-volume
- 15 mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesure périodique -

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Paramètres	fréquence	type de suivi
débit	tous les 3 ans	mesures effectuées selon les normes par un laboratoire agréé
O2	tous les 3 ans	mesures effectuées selon les normes par un laboratoire agréé
Nox	tous les 3 ans	mesures effectuées selon les normes par un laboratoire agréé

		agréé
--	--	-------

Constats :

L'exploitant présente les rapports de mesures :

- Rapport de mesures du 06/04/2021 - d'intervention 23/03/2021
 - Rapport de mesures du 23/05/2023 - d'intervention du 09/05/23 au 10/05/23
 - Rapport de mesures du 12/11/2025 - d'intervention du 30/09/25 au 01/10/25
- sont mesurés Co/Nox/POussières/SO₂

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mesure périodique - modalités de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation

Prescription contrôlée :

V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

Constats :

L'inspection vérifie par échantillonnage les conditions de mesurages pour la chaudière N°3 mise en service en 2025 sur les bases du rapport du 12/11/2025.

Pour les NO_x en phase gazeuse : le prélèvement doit durer au moins 30 minutes et chaque mesurage doit être répété 3 fois. Selon le rapport 3 essais de 30minutes réalisés.

Pour les poussières particulaire, le prélèvement doit durer au moins 1h. Selon le rapport 1 essai de 1 heure réalisé. Si la détermination de la concentration est effectuée en appliquant une méthode nécessitant une phase de prélèvement sur site et d'analyse en laboratoire cas des poussières. Les critères suivants doivent être respectés :

- le blanc de site doit être < 20 % VLE, selon le rapport exigence respectée;
- la réalisation des prélèvements et analyses doit permettre d'atteindre une limite de quantification de mesure < 20 % de la valeur limite d'émission, selon le rapport exigence respectée.

respectée.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : Les livrets de chaufferie sont présents dans chacune des installations avec le report des interventions. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Efficacité énergétique(optionnel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
Constats : Sur les bases des rapports de contrôle de l'efficacité énergétique du 10/05/2023 et du 23/05/2023. Détails en annexe confidentielle. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite